

# Décision du président N°2024/TT/46/01

Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le code général de la fonction publique, et notamment son article L. 452-44,

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 27 et 28,

Vu la délibération n° 18/11/08 en date du 7 décembre 2018 par laquelle le Conseil d'Administration a donné délégation à son Président pour créer les emplois non permanents correspondants aux activités du Pôle Optimisation du Centre de gestion de l'Oise dans le cadre de la mise à disposition d'agents aux collectivités adhérentes en application de l'article L. 452-44 du code général de la fonction publique,

Considérant la nécessité de créer les emplois non permanents correspondants aux demandes formulées par les collectivités adhérentes au Pôle optimisation du Centre de Gestion de l'Oise.

#### **DECIDE:**

### **ARTICLE 1:**

De créer les emplois non permanents suivants :

Collectivité	Motif de	Grade	Durée	Date de	Date de fin
adhérente	recrutement		hebdomadaire	création de	de l'emploi
			de service	l'emploi	
GOUVIEUX	3-I-1	Adjoint technique	2,5/35h	16/11/2024	16/11/2024
		territorial principal			
		de première classe			
COYE-LA-FORET	3-2	Adjoint territorial	28/35h	04/11/2024	20/12/2024
		d'animation			
SENLIS	3-1	Agent territorial	23/35h	12/11/2024	15/11/2024
		spécialisé principal			
		de deuxième classe			
		des écoles			
		maternelles			
SENLIS	3-1	Adjoint territorial	14,5/35h	16/11/2024	17/11/2024
		du patrimoine			
SENLIS	3-1	Adjoint territorial	35/35h	16/11/2024	16/11/2024
		du patrimoine			
CENTRE DE	3-1	Adjoint technique	35/35h	12/11/2024	15/11/2024
GESTION DE LA		territorial			
FONCTION					
PUBLIQUE					
TERRITORIALE					
DE L'OISE					
ALLONNE	3-I-1	Adjoint technique	12,67/35h	12/11/2024	20/12/2024
		territorial			
COYE-LA-FORET	3-2	Adjoint technique	17/35h	12/11/2024	12/11/2024
		territorial			
SENLIS	3-1	Adjoint technique	8/35h	12/11/2024	12/11/2024
		territorial			
SENLIS	3-1	Adjoint technique	8/35h	12/11/2024	18/11/2024

Décision du Président n° 2024/TT/46/01

		territorial			
NOAILLES	3-1	Agent territorial spécialisé principal	35/35h	12/11/2024	12/11/2024
		de deuxième classe			
		des écoles			
		maternelles			
NOAILLES	3-1	Agent territorial	35/35h	12/11/2024	12/11/2024
		spécialisé principal			
		de deuxième classe			
		des écoles			
		maternelles			
SENLIS	3-1	Agent territorial	35/35h	15/11/2024	15/11/2024
		spécialisé principal			
		de deuxième classe			
		des écoles			
		maternelles			
GOUVIEUX	3-I-1	Adjoint territorial	10/35h	11/11/2024	11/11/2024
		d'animation			
Agglomération Creil	3-I-1	Adjoint technique	35/35h	13/11/2024	13/11/2024
Sud Oise (ACSO)		territorial			
Agglomération Creil	3-I-1	Adjoint technique	35/35h	14/11/2024	14/11/2024
Sud Oise (ACSO)		territorial			
SENLIS	3-1	Adjoint technique	8/35h	14/11/2024	18/11/2024
		territorial			
NOAILLES	3-1	Agent territorial	35/35h	14/11/2024	14/11/2024
		spécialisé principal			
		de deuxième classe			
		des écoles			
NO ANT FO		maternelles	0.7.10.71	1.1/1.1/2021	1.7./1.1/202.1
NOAILLES	3-1	Agent territorial	35/35h	14/11/2024	15/11/2024
		spécialisé principal			
		de deuxième classe			
		des écoles			
DDEGLEG	2.1	maternelles	25/251	14/11/2024	15/11/2024
BRESLES	3-1	Adjoint territorial	35/35h	14/11/2024	15/11/2024
MONGLIN GAINE	2 1 1	d'animation	0/251	10/11/2024	22/11/2024
MONCHY-SAINT-	3-I-1	Adjoint technique	9/35h	18/11/2024	22/11/2024
ELOI		territorial			

Les crédits correspondants sont inscrits au budget

#### **ARTICLE 2:**

Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret 85-643 précité, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du conseil d'administration.

#### **ARTICLE 3:**

Les dispositions de la présente décision prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication.

## **ARTICLE 4:**

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Fait à Beauvais, Le ... **Le Président,** 

